MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE
*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction générale du Trésor

BRÈVES ÉCONOMIQUES DES PAYS NORDIQUES

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE STOCKHOLM

N° 12 – 17 septembre 2021

Pays nordiques

	France	Suède	Danemark	Norvège	Finlande	Islande
Nombre de contaminations	6 934 732	1 143 973	353 431	179 446	134 827	11 377
Taux de contamination (pour 100 000 habitants)	10 335	11 077	6 069	3 343	2 440	3 125
Nombre de décès	115 894	14 753	2 617	841	1 051	33
Taux de décès (pour 100 000 habitants)	172,7	142,9	44,9	15,7	19,0	9,1
Nombre de personnes ayant reçu au moins une dose de vaccin	49 915 552	7 059 199	4 437 115	4 046 969	4 089 053	281 029
Part de la population ayant reçu au moins une dose de vaccin	74,4%	68,4%	76,2%	75,4%	74,0%	77,2%
Nombre de personnes entièrement vaccinées	47 222 749	6 294 268	4 312 400	3 539 764	3 204 758	273 612
Part de la population entièrement vaccinée	70,4%	60,9%	74,1%	65,9%	58,0%	75,1%

Chiffres du 17 septembre 2021 – Sources : Agences nationales de Santé.

Les pays nordiques ont retrouvé leur niveau économique d'avant-crise. Selon le dernier Nordic Outlook de la banque SEB, les pays nordiques ont finalement été bien moins affectés par le ralentissement économique dû au covid-19 en 2020 par rapport à la zone Euro (-2,2% de baisse du PIB), et surtout la Norvège (-0,8%). En revanche, la reprise ne sera, à l'évidence, pas aussi forte pour ces pays en 2021 (+3,7%) et 2022 (+3,7%) lesquels ont retrouvé leur niveau d'avant la crise dès la fin du 1er semestre 2021.

Évolution du PIB entre 2020 et 2022 (en %) selon SEB

Pays	Danemark	Finlande	Norvège	Suède	Pays nordiques	Zone Euro
2020	- 2,1	- 2,9	- 0,8	- 2,8	-2,2	-6,4
2021	3,6	3,2	2,7	4,6	3,7	4,6
2022	4,1	3,0	3,7	3,9	3,7	4,3

La Commission européenne approuve le projet de 6 banques de créer une infrastructure de paiement commune aux pays nordiques. Ce projet, baptisé P27, explore la possibilité d'établir une infrastructure de paiement pan-nordique pour les paiements nationaux et transfrontaliers en devises nordiques et en euro. L'initiative P27 a débuté en 2017, comme projet commun des banques SEB, Handelsbanken, Nordea, Swedbank, OP et Danske Bank (DNB était également impliquée dans la genèse du projet mais s'est depuis retirée). L'ambition de l'entreprise est de lancer les premières transactions en 2022. L'aval de la Commission est un signal fort que « l'ambition commune des banques est créatrice de valeur et non anticoncurrentielle » selon les mots du CEO de P27, Lars Sjögren.

Danemark

La proposition du gouvernement d'augmenter l'impôt sur les dividendes est dénoncée par les entrepreneurs et les investisseurs danois. Afin de financer la réforme des allocations chômage, un élément clé du plan de lutte contre la pénurie de main d'œuvre proposé par le gouvernement, le taux d'imposition maximal sur les dividendes pourrait atteindre 45%, indique *Berlingske*. Jusqu'à présent, les dividendes inférieurs à 55 300 DKK (7 373€) se voyaient appliquer un taux d'imposition de 27%, tandis que les dividendes supérieurs à 55 300 DKK étaient taxés à hauteur de 42%. Selon la communauté d'affaires danoises, un taux d'imposition supérieur à 45% serait un coup dur porté aux opportunités d'investissement au Danemark et à l'attractivité des entreprises, et ce d'autant plus que les autres pays nordiques appliquent déjà un taux d'imposition des dividendes inférieur, situé à 30% environ.

Le parlement danois reporte à 2022 le début du remboursement des prêts "Corona" par les entreprises. Le gouvernement a conclu un accord pour reporter à avril 2022 le début du remboursement des prêts « corona » accordés par l'État danois aux entreprises en difficulté, indique *Dansk Industri*. Concrètement, l'accord précise les conditions d'un report à avril 2022 du paiement de la TVA qui avait été annulé et converti en prêts aux entreprises durant la crise, et dont le remboursement était originellement dû aux 1er novembre 2021 et 1er février 2022. Dans le même temps, un plan de remboursement sera mis en place afin que les entreprises puissent recouvrer des prêts – qui incluent également le montant des impôts à la source non payés – auprès de l'administration fiscale et les rembourser jusqu'au 1er avril 2024, à un taux d'intérêt de 0,7% par mois (8,4% par an). Ce sont environ 61 000 prêts aux entreprises, pour un total de près de 23,5 Mds DKK (3,13 Mds€), qui bénéficient désormais de conditions de remboursement plus favorables.

L'inflation au Danemark atteint son niveau le plus élevé depuis neuf ans. En août 2021, l'inflation danoise a atteint 1,8%, soit son niveau le plus haut depuis décembre 2012. Selon Nordea, la plus grande banque de la région nordique, cela ne reflète pas simplement un écart conjoncturel mais une tendance structurelle à la hausse des prix, faisant de l'augmentation de l'inflation sous-jacente (ou *core inflation*) une tendance de plus long terme. En effet, bien que les dernières augmentations de l'inflation aient été liées à la hausse des prix du pétrole, de l'électricité et de l'immobilier, elles trouveront désormais un relais dans la majoration des prix des produits alimentaires. Nordea estime que le taux d'inflation moyen se fixera à 1,5% pour l'année 2021, dont 0,5% attribuable aux produits alimentaires, et devrait atteindre 1,8% en 2023. Au regard des niveaux d'inflation danoise sur la période allant de 2013 à 2020 (entre 0,5 et 1%), ces chiffres sont sensiblement plus élevés.

Finlande

L'enseignement obligatoire et gratuit prolongé jusqu'à l'âge de 18 ans. La réforme de la loi finlandaise sur la scolarité obligatoire est entrée en vigueur au mois d'août dernier, et prolonge de deux ans le parcours d'enseignement obligatoire et gratuit. Ce dernier sera désormais validé lorsque les jeunes auront 18 ans ou après onze années d'enseignement et l'obtention d'un diplôme de l'enseignement secondaire (diplôme secondaire général ou professionnel). Avant cette réforme, l'enseignement obligatoire gratuit comprenait une structure unique de neuf ans, que les élèves quittaient à l'âge de 16 ans (frais de scolarité pour celles ou ceux qui souhaitaient réaliser des études dites « secondaires supérieures » au-delà de 16 ans). L'objectif annoncé de la réforme est de renforcer les compétences, faciliter l'insertion professionnelle des jeunes, et réduire les inégalités et discriminations sociales en matière d'accès à l'enseignement supérieur.

Les prévisions de croissance de la Finlande revues à la hausse pour 2021 et 2022. Alors que la croissance du PIB de la Finlande, en 2021, était estimée avant l'été entre 2,6% (ministère des Finances) et 2,7% (Banque de Finlande), ces prévisions ont été revues à la hausse par les principales institutions financières et les instituts de recherche. Les banques Nordea, OP et Danske Bank, et le think-tank PTT prévoient un taux de croissance du PIB entre 3,3% et 3,7% en 2021. Pour l'année 2022, les économistes des établissements de crédits s'accordent sur un taux de croissance de 3%, en raison d'un relatif manque de travailleurs qualifiés et d'une croissance limitée de la productivité. PTT, qui anticipe une forte hausse de la consommation des ménages, projette quant à lui une croissance de 4% en 2022.

Prévisions de croissance	2021	2022
Nordea	3,5%	3%
OP	3,6%	3%
Danske Bank	3,3%	3%
PTT	3,7%	4%

Prévisions publiées entre le 18 août et le 15 septembre 2021.

Le taux d'emploi revient à son niveau d'avant-crise. Selon l'Institut national des statistiques finlandais (*Statistics Finland),* le taux d'emploi a atteint 72,7% à la fin du mois de juillet 2021, soit le même niveau qu'en février 2020, avant la crise du coronavirus. Le taux de chômage de 7,9% reste, quant à lui, au-dessus du niveau d'avant-crise, bien qu'il y ait 5 000 chômeurs de moins enregistrés par rapport à juillet 2020 (202 000 contre 207 000). Le taux d'emploi, qui est le rapport entre le nombre d'employés et la population en âge de travailler (15-64 ans), est l'indicateur privilégié par la Finlande pour le calcul de ses réformes structurelles et démographiques.

La Finlande signataire de la « *lettre des huit* » sur l'avenir du Pacte de Stabilité et de Croissance. La ministre des Finances finlandaise, Annika Saarikko, a signé aux côtés de six autres États membres de l'UE (Pays-Bas, Danemark, Suède, Lettonie, Tchéquie, Slovaquie) la déclaration initiée par l'Autriche sur l'avenir des règles budgétaires de l'Union européenne. La lettre, publiée en marge d'un Conseil ECOFIN informel en Slovénie, appelle notamment à placer l'objectif de réduction de l'endettement et de consolidation des finances publiques au cœur des prochaines négociations sur une réforme du Pacte de Stabilité et de Croissance.

Islande

Le taux de chômage poursuit sa baisse.

Alors qu'il était à son niveau le plus élevé (11,6%) en janvier 2021, le taux de chômage en Islande baisse depuis sept mois consécutifs et s'élève maintenant à 5,5%. Selon une nouvelle étude du Département d'économie de Landsbankinn, on compte environ 11 500 personnes inscrites au registre du chômage en août dernier, soit une baisse de 2,4 points de pourcentage par rapport à la même période de l'année précédente. La Direction du travail prévoit une fin d'année sur la même lancée : le chômage général devrait continuer à baisser dans les mois à venir pour retrouver un niveau légèrement plus élevé qu'au début de la pandémie en janvier 2020 (environ 5%).

L'écart de rémunération entre les femmes et les hommes se réduit.

Progressivement mais sûrement, l'écart de rémunération entre les femmes et les hommes se réduit en Islande. En 2019, les femmes ont gagné en moyenne 4,3% de moins que les hommes, contre 6,2% en 2010. Selon la Première Ministre Katrín Jakobsdóttir, cette différence salariale qui subsiste pourrait s'expliquer par l'existence de lieux de travail « genrés ». Un groupe de travail nommé afin d'examiner ces écarts de rémunération préconise de réévaluer la valeur des « emplois féminins » et de développer les outils nécessaires pour s'assurer que les lois sur l'égalité salariale sont connues, respectées et adoptées. Néanmoins, selon la base de données du Programme des Nations Unies pour le développement, l'Islande est toujours classée dans le top dix des pays où les inégalités de genre sont les plus faibles.

L'activité sur le marché immobilier islandais a considérablement baissé.

Dans la grande région de Reykjavík, le chiffre d'affaires du marché immobilier a diminué de 13,4% entre juin et juillet 2021. L'Institut du logement et du génie civil explique cette contraction par la forte baisse des offres de logements résidentiels depuis l'an dernier. Dans la région de la capitale, l'offre d'appartements a baissé de 72% par rapport au mois de mai de l'année dernière. On observe cette même tendance à l'échelle nationale : alors que près de 4 000 appartements étaient à vendre dans tout le pays en mai 2020, on en compte seulement 1 500 début septembre 2021. D'autres facteurs, tels que la hausse des taux d'intérêt et des prix de l'immobilier en Islande, rendent également plus difficile le financement des biens et contribuent à ralentir l'activité du marché immobilier.

Lutte contre l'évasion fiscale des employeurs à hauts revenus.

Des économistes de la confédération syndicale ASÍ dénoncent l'existence d'une évasion fiscale sous la forme de transferts de revenus chez les employeurs à hauts revenus. En Islande, l'impôt sur les revenus du capital est moins élevé que l'impôt sur les revenus du travail. Ainsi, certains employeurs déclareraient, à tort, une partie de leurs revenus salariaux comme revenus du capital afin de minimiser la proportion sujette au plus fort taux d'imposition. Selon les économistes, un moyen d'empêcher ce type de contournement serait d'augmenter les impôts sur les dividendes et les gains en capital. Ce modèle a été adopté en Norvège en 2006 et applique un taux d'imposition sur les plus-values et les dividendes aussi fort que celui pesant sur les très hauts salaires, dissuadant ainsi les transferts de revenus.

Le prix mondial de l'aluminium est à son niveau le plus haut depuis 2008.

Le prix mondial de l'aluminium a fortement augmenté pour atteindre son plus haut niveau depuis 13 ans. A la mi-septembre, en raison du récent coup d'État en Guinée, le prix de la tonne a dépassé les 3 000$, soit environ 40% de plus qu'au début de l'année. Pétur Blöndal, PDG de Samál, explique que l'augmentation des prix du marché mondial peut également être attribuée au fait que la Chine a atteint la limite de sa production d'aluminium,

correspondant environ à la moitié de l'approvisionnement mondial, et se trouve ainsi contrainte à l'importation massive. La Chine achète désormais plus d'aluminium qu'elle n'en exporte, ce qui a un effet positif sur les recettes des fonderies islandaises, déficitaires ces dernières années en raison du prix très bas du métal sur le marché.

Amélioration des perspectives d'exportation islandaises en 2021. Selon le Bulletin monétaire de la Banque centrale d'Islande publié fin août, les perspectives économiques islandaises se sont améliorées au cours des derniers mois. Le pays a enregistré un score plus élevé que prévu dans l'industrie du tourisme cet été, ce qui pousse la Banque centrale à revoir ses estimations à 680 000 touristes pour l'année 2021. Aussi, en raison d'une saison favorable pour la pêche, les perspectives d'exportation du secteur maritime sont revues à la hausse. Enfin, l'amélioration des perspectives d'exportation de silicium métallique et la hausse des prix de l'aluminium offrent une prévision optimiste de l'économie nationale pour l'année 2021. Selon Þórarinn G. Pétursson, économiste en chef de la Banque centrale, les Islandais sont désormais plus à même de surmonter les mesures sanitaires et de maintenir leurs activités économiques malgré la pandémie.

Norvège

Une coalition travailliste-centriste-socialiste devrait se mettre en place après les élections législatives. À l'issue des élections législatives du 13 septembre 2021, la Norvège aura très certainement pour nouveau Premier ministre le président du parti Travailliste (*AP*), Jonas Gahr Støre, dans les prochaines semaines. Les travaillistes (26.4%), centristes (13.6%, parti proche des agriculteurs, eurosceptique, en hausse en nombre de sièges) et socialistes de gauche (7,5%) sont en effet les gagnants de l'élection, avec une majorité absolue estimée à 89 sièges sur les 169 sièges que compte le Storting. Les Rouges (gauche antilibérale) et les verts recueillent une nouvelle fois autour de 4% des votes. A droite, les conservateurs reculent à 20,5% et les chrétiens-populaires à 3,8%, tandis que le parti du Progrès (droite nationaliste populiste) a séduit 11,7% des électeurs mais est en baisse. Le parti Libéral franchit quant à lui de peu le seuil des 4% permettant d'acquérir des sièges supplémentaires dans le scrutin proportionnel norvégien. Une alternance se dessine donc après huit ans au pouvoir de la droite et de la Première ministre Erna Solberg (élue pour la première fois en 2013 ; réélue pour un second mandat en 2017). Depuis plusieurs mois, les partis de gauche sont donnés vainqueurs dans les sondages au détriment de la coalition actuelle composée du parti Conservateur, du parti Libéral et du parti Chrétien-populaire. Cette tendance s'est accentuée depuis le printemps. Pour mémoire, les deux grands partis de gouvernement, le parti Conservateur et le parti Travailliste, sont profondément attachés à l'accord EEE et, garants de son maintien, ne feront pas de concession sur cette question, malgré l'opposition de plusieurs petits partis, majoritairement à gauche. Proche du monde agricole, le parti du Centre, en forte hausse, s'est, quant à lui, engagé à une renégociation immédiate de l'accord EEE. Il voit dans cet accord un problème de nature démocratique et refuse les transferts de compétences de plus en plus nombreux vers Bruxelles, au détriment des décisions des élus en Norvège. Ses vues ne devraient cependant pas l'emporter au sein de la coalition gouvernementale, qui rassemblera très vraisemblablement le parti Travailliste, le parti Socialiste de gauche et le parti du Centre, sans besoin du soutien des Verts en raison de la majorité absolue des sièges obtenue par ces trois partis. Une plus grande fermeté de la Norvège pourrait toutefois se faire jour sur certains sujets déjà tendus avec l'Union européenne (la pêche dans les eaux du Svalbard par exemple).

Création d'un comité sur l'avenir du fonds pétrolier.

Le ministre des Finances, Jan Tore Sanner, a nommé un comité chargé d'engager une réflexion sur les perspectives à long-terme du fonds souverain, dans un contexte international nouveau (défi climatique, poids des géants des nouvelles technologies, hausse des tensions internationales et des rivalités entre les grandes puissances, intensification des échanges). Les liens entre le fonds pétrolier et la Banque de Norvège seront également abordés. Ce comité sera dirigé par Ulf Sverdrup, le directeur de l'Institut norvégien de recherche sur les affaires étrangères *(NUPI)* et rassemblera principalement des experts du monde financier. Il remettra ses conclusions le 1er octobre 2022.

La Norvège réaffirme sa volonté de devenir une nation alimentaire forte.

Le gouvernement a organisé une conférence numérique sur la Norvège comme nation alimentaire (*Matnasjonen Norge*) le 31 août. L'objectif était de présenter les ambitions du gouvernement pour le suivi de la stratégie et d'établir un suivi au niveau régional. La stratégie présentée précédemment rassemble les liens entre le secteur agro-alimentaire et les politiques de santé publique. L'ambition affichée est de faire de la Norvège une nation alimentaire encore plus solide. Les principaux sujets de discussion étaient les suivants : création d'emplois, augmentation de la valeur ajoutée, éducation sur l'alimentation et tourisme.

Un nouveau rapport indique qu'une sortie du pétrole en Norvège ne serait pas bénéfique pour l'environnement.

Le rapport Rystad sur l'effet climatique des réductions de la production norvégienne de pétrole et de gaz a été présenté. Ce rapport fait déjà l'objet de nombreux débats car il indique que les réductions de la production norvégienne de pétrole et de gaz ne devraient pas avoir d'effet significatif sur le climat. La société d'analyse Rystad estime que si la Norvège réduit sa production de 10 barils de pétrole, 9,1 d'entre eux seront remplacés par des producteurs étrangers. Comme il s'agirait probablement de producteurs dont les émissions sont plus élevées que celles des producteurs en Norvège, il n'y aura alors pas de bénéfices pour la planète. Toutefois, le rapport a été rédigé au nom du groupe d'intérêt Pétrole et gaz norvégien (*Norsk Olje og Gass*). Le parti des Verts estime qu'il s'agit d'un travail commandé, acheté et payé par le lobby pétrolier, alors que Rystad rejette l'idée que les conclusions soient de quelque manière que ce soit influencées par les commanditaires du rapport. En réponse, le gouvernement a promis un peu plus de 4,8 Mds NOK (470 M€) pour la transition écologique. Le plus grand gagnant du budget est le projet Langskip / Northern Lights, qui porte sur le captage et le transport du CO_2.

Surveillance accrue de la pêche dans les eaux norvégiennes.

Alors que l'organisme inter-gouvernemental ICES (Conseil international de l'exploration des mers) s'inquiète de l'épuisement rapide des stocks de cabillauds arctiques, l'UE a appelé la Norvège et la Russie à s'associer à son plan d'action en faveur d'une pêche durable. La Commission européenne reproche à Oslo et à Moscou de délivrer des quotas de pêche trop élevés par rapport aux recommandations des scientifiques. De son côté, le ministère du Commerce et de l'Industrie norvégien renforce son travail de prévention et de lutte contre la pêche illégale, tant au niveau national qu'international, en créant une section distincte qui s'occupera de la prévention des délits de pêche. Une des tâches importantes de cette unité sera de mettre en œuvre la réforme nationale du contrôle des pêches et d'assurer le suivi de l'engagement international contre la pêche illégale. La nouvelle section facilitera l'acquisition et le partage des connaissances entre le secteur et les autorités d'une part, et entre les différentes agences de contrôle d'autre part.

Suède

Le projet européen de taxonomie verte dans le débat public suédois. S'agissant du projet européen de taxonomie verte, visant à établir une classification des activités économiques en fonction de leur empreinte écologique, la ministre des marchés financiers et du logement, Åsa Lindhagen (Verts), met en avant ses avantages dans le débat public. Les actes délégués permettraient d'offrir aux marchés financiers et aux entreprises l'opportunité de jouer un rôle majeur dans la promotion d'investissements durables majeurs, selon elle. Les entreprises suédoises seraient de grandes bénéficiaires en raison de leur avancée en matière de transition énergétique à l'image des projets industriels d'acier décarboné (Hybrit, H2 Green Steel). Au contraire, l'opposition de droite se mobilise, au niveau national et européen, pour stopper le projet de taxonomie car elle estime qu'il menace les projets hydroélectriques, nucléaires et sylvicoles suédois.

La Suède compte le plus grand nombre d'entreprises cotées en Europe. Selon Bloomberg, Nasdaq Stockholm et les autres places financières suédoises (telles que Nordic MTF/Nordic Growth Market, First North ou encore Aktietorget) ont accueilli près de 90 nouvelles introductions boursières cette année, portant le nombre total d'entreprises cotées à plus de 950, un niveau record en Europe, plaçant la Suède devant l'Allemagne et ses 800 cotations. Dans plus de 80% des cas, il s'agit de « *small caps* » avec un profil Tech et une capitalisation de moins de 100 M€ (1 Md SEK). Bien que la place financière de Stockholm demeure attractive, plusieurs importantes cotations ont échappé à la capitale suédoise sur la période récente, à l'instar de celles de Spotify puis de Oatly (laits végétaux), qui ont opté pour New York. Ceci semble être également le cas pour la fintech Klarna (actuellement valorisée à 46 Mds$) qui prépare une introduction boursière d'ici 2022.

ATR, la compagnie aérienne BRA et le fabricant de carburants durables Neste signent une nouvelle collaboration pour le « vol parfait », qui vise l'utilisation de 100% de SAF (*sustainable aviation fuel*). Le vol d'essai, qui décollera au 1er trimestre 2022, sera ravitaillé avec 100% de biocarburant d'aviation dans un moteur et 50% de biocarburant d'aviation dans l'autre. A terme, 100% de biocarburant dans les deux moteurs, permettront une réduction des émissions de gaz à effet de serre de 82%. Ce projet très innovant ouvre des perspectives de futurs vols à impact climatique quasi-nul.

Ericsson ferme un de ses cinq centres de recherche en Chine. Cette décision reflète une « réduction des investissements » dans les technologies plus anciennes (2G, 3G et 4G) a déclaré le fabricant d'équipements de télécommunications. Ericsson précise que la fermeture du centre n'est pas liée à la limitation de sa participation à 2% dans le déploiement de la 5G en Chine et qu'elle n'aura aucune conséquence sur l'usine phare d'Ericsson à Nanjing où les équipements 5G sont produits et assemblés.

La plateforme de e-santé Kry (présent en France sous le nom de Livi) se développe en Europe après avoir subi des revers en Suède. Crée en 2014, Kry est aujourd'hui la plus grande entreprise de santé numérique d'Europe, évaluée à 17 Mds SEK (2 Mds$, ce qui lui confère le statut de licorne). Kry et d'autres prestataires de soins de santé en ligne ont fait l'objet de nombreuses critiques pour avoir exploité des vides juridiques et profité des failles du système suédois d'indemnisation des soins de santé, financé par les régions et communes. Kry est aujourd'hui présent en Suède, Allemagne,

Norvège, Royaume-Uni et France et espère lancer sa solution digitale hors d'Europe d'ici cinq ans. D'ici la fin de l'année, le Royaume-Uni pourrait devenir son plus grand marché.

Bambuser, le spécialiste suédois de l'achat en direct via des sites web et applications mobiles, intègre « La Maison des Startups LVMH ». Dans le cadre du salon Viva Technology, LVMH a sacré le suédois Bambuser lauréat de son Innovation Award avec, à la clé, un contrat initial de 12 mois pour développer ensemble le concept de contenus vidéos interactifs en direct, un dispositif retail en plein essor en Asie notamment. Plus concrètement, il s'agit de promouvoir les expériences d'achat en direct via des sites web, des applications mobiles ou par le biais de médias sociaux tels que TikTok, Facebook, etc. Bambuser fait ainsi désormais partie du programme « La Maison des Startups LVMH ».

Prévisions de croissance pour les pays nordiques

Croissance 2021	Islande	Norvège	Danemark	Suède	Finlande
> à 2%					
de 1% à 2%					
de 0% à 1%					
< ou égal à 0%					

Croissance 2022	Islande	Norvège	Danemark	Suède	Finlande
> à 2%					
de 1% à 2%					
de 0% à 1%					
< ou égal à 0%					

Source : FMI, prévisions de printemps (avril 2021).

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
PIB	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022
Gouvernement	3,8	2,8	2,5	2,0	3,7	3,7	4,4	3,5	3,9	3,1
Banque centrale	3,3	3,7	3,5	2,8	**3,8**	4,1	4,2	3,7	4,0	3,9
Institut stat./conj****	-	-	2,8	**2,4**	3,6	3.8	4,4	3,6	2,6	4,8
Commission*	3,0	3,4	2,7	2,9	2,7	2,2	4,6	3,6	3,4	3,9
FMI**	2,8	2,9	2,3	2,5	3,9	4,0	3,1	3,0	3,7	3,6
OCDE***	2,8	2,9	2,6	2,7	3,4	3,7	3,9	3,4	2,8	4,7
SEB (09/2021)	3,6	4,1	3,1	3,0	2,7	3,7	4,6	3,9	-	-
Nordea (09/2021)	3,3	2,7	3,5	3,0	3,9	3,9	4,6	3,5	-	-
Danske Bank (06/2021)	3,0	3,5	2,6	2,9	**3,7**	3,7	3,7	3,4	-	-

Source :
* *Prévisions de printemps* (mai 2021)
** *World Economic Outlook* (avril 2021)
*** *Perspectives économiques* (mai 2021)
**** *Suède : Konjunkturinstitutet (KI) (06/2021), Danemark : Conseil des Sages, Norvège : SSB (09/2021), Finlande : ETLA (03/2021), Islande : Statice (03/2021)*
Code couleur des mises à jour :
En gras : mise à jour sans changement
En rouge : dégradation
En vert : amélioration

Autres indicateurs macroéconomiques

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
Déficit public	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022
Gouvernement	-1,9	0,4	-5,2	-3,3	-2,9	-	-1,8	-0,6	-9,7	-7,3
Commission*	-2,1	-1,4	-4,6	-2,1	0,9	1,8	-3,3	-0,5	-7,7	-3,2
FMI**	-3,0	-1,5	-4,1	-2,6	2,0	4,1	-2,0	-1,5	-7,0	-5,9
OCDE***	-2,8	-0,1	-4,2	-1,9	-1,1	0,3	-3,3	-1,6	-10,3	-7,1

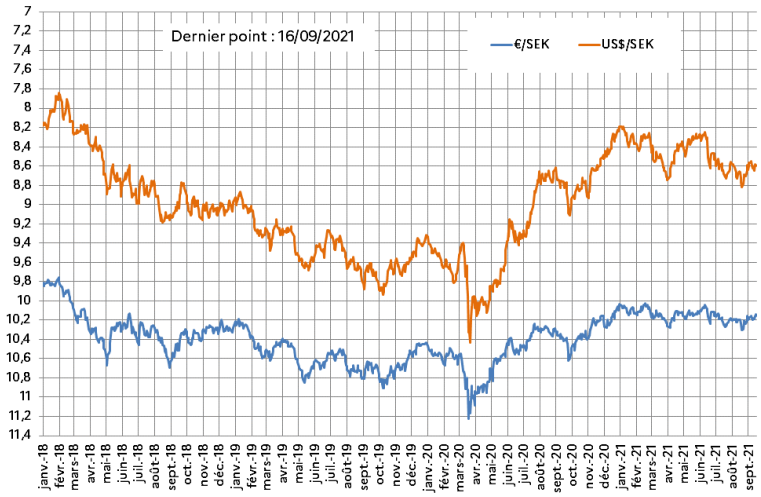
	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
Dette publique	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022
Gouvernement	40,0	38,5	71,4	72,5	-	-	37,8	35,4	57,5	62,2
Commission*	40,2	38,8	71,0	70,1	46,0	44,7	40,8	39,4	63,8	63,2
FMI**	41,6	42,9	68,6	69,1	40,0	40,0	41,7	41,4	52,5	52,7
OCDE***	45,4	46,6	73,6	77,0	-	-	39,9	39,4	-	-

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
Autres	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022
Inflation (IPCH)*	1,5	1,3	1,5	1,6	1,8	2,0	2,1	1,8	2,8	2,6
Cons. privée*	3,2	4,1	3,4	3,6	4,7	3,0	3,8	5,5	2,3	3,9
Chômage (BIT)**	5,6	5,5	8,6	7,9	4,3	4,0	8,7	8,4	6,0	5,0

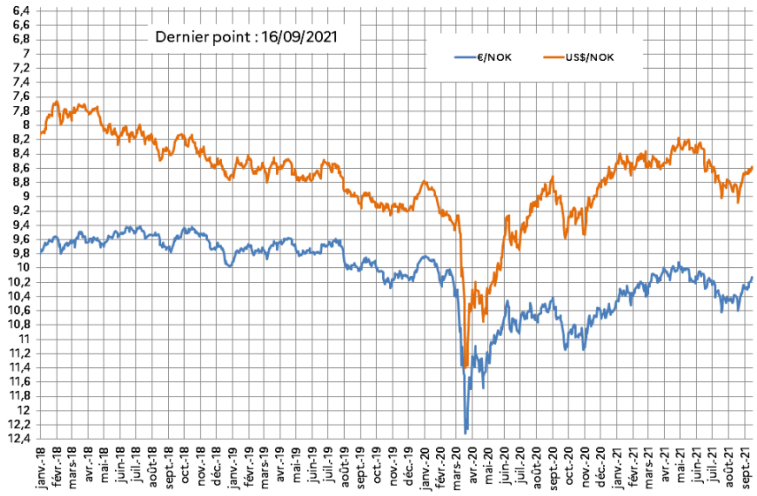
Source :
* *Prévisions d'été* (juillet 2021) [Pour la Norvège et l'Islande : *Prévisions de printemps* (mai 2021)]
** *World Economic Outlook* (octobre 2020)
*** *Perspectives économiques* (mai 2021)
**** *Suède : Konjunkturinstitutet (KI), Danemark : Conseil des Sages, Norvège : SSB, Finlande : ETLA, Islande : Statis*
Code couleur des mises à jour :
En gras : mise à jour sans changement
En rouge : dégradation
En vert : amélioration

Evolution des taux de change

Couronne suédoise



Couronne norvégienne



La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE
Liberté
Égalité
Fraternité

Responsable de la publication : Service Économique de Stockholm (C. Gianella).
Rédacteurs : Avec les contributions des Services Économiques de Copenhague (C. Camdessus, M. Valeur, R. Duvernay, G. Bruant), Helsinki (P. Pouliquen, O. Alapekkala, D. Gueyraud, F. Hovakimian), Oslo (O. Cuny, N. Chaumont), de l'ambassade de France en Islande (C. Henry-Ducos, M. Gameiro) et du Service Économique Régional de Stockholm (I. d'Armaillé, F. Lemaitre, J. Grosjean, P. Charrier, N. Drissi).